

28 septembre 2021

Turquie : Chronologie du conflit kurde

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1.	Début et suspension du conflit (1978-début 2004).....	3
1.1.	Naissance du mouvement (1978-1986)	3
1.2.	Etat d'urgence et enracinement du conflit (1987-1999)	4
1.3.	Emprisonnement d'Abdullah Öcalan et pause du conflit (1999-début 2004).....	6
2.	Reprise du conflit et pause (juin 2004-juin 2015)	7
2.1.	De 2004 à 2008	7
2.2.	En 2009	8
2.3.	En 2010	9
2.4.	En 2011-2012	10
2.5.	En 2013-2014	10
3.	Troisième phase : après le siège de Kobané (juillet 2015-septembre 2021)	10
3.1.	En 2015	10
3.2.	Les sièges de villes en 2015-2016	12
3.3.	En 2016	13
3.4.	En 2017	15
3.5.	En 2018	15
3.6.	En 2019	15
3.7.	En 2020	16
3.8.	En 2021	16
	Bibliographie	17

Résumé : Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est un mouvement armé pro-kurde issu de la mouvance d'extrême-gauche, fondé en 1978 et qui entretient depuis 1984 une guérilla entrecoupée de cessez-le-feu unilatéraux dans l'est et le sud-est de la Turquie. Le conflit, accompagné d'exactions contre les populations civiles de la part des forces de sécurité turques, des paramilitaires et des combattants clandestins, fait plusieurs dizaines de milliers de morts et entraîne la destruction de plusieurs milliers de villages dans les années 1990. En 2015-2016, le Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H), organisation de jeunesse liée au PKK, tente de créer des zones autonomes dans plusieurs villes du Sud-Est : leur répression par l'armée entraîne la destruction de quartiers entiers. Entre 2016 et 2021, l'activité de la guérilla en Turquie diminue progressivement et le conflit kurde se déplace vers la Syrie et l'Irak où l'armée turque intervient contre des mouvements armés pro-kurdes liés au PKK.

Abstract : The Kurdistan Workers' Party (PKK) is a pro-Kurdish armed movement stemming from the far-left movement, founded in 1978 and which has maintained since 1984 a guerrilla warfare interspersed with unilateral ceasefires in the east and the south-eastern Turkey. The conflict, accompanied by abuses against the civilian populations by the Turkish security forces, paramilitaries and clandestine fighters, left tens of thousands of deaths and led to the destruction of several thousand villages in the 1990s. In 2015 -2016, the Revolutionary Patriotic Youth Movement (YDG-H), a youth organization linked to the PKK, tries to create autonomous zones in several towns in the South-East: their repression by the army leads to the destruction of entire neighborhoods. Between 2016 and 2021, guerrilla activity in Turkey gradually declines and the Kurdish conflict moves to Syria and Iraq where the Turkish military intervenes against pro-Kurdish armed movements linked to the PKK.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Début et suspension du conflit (1978-début 2004)

1.1. Naissance du mouvement (1978-1986)

Les Kurdes sont partagés entre plusieurs pays du Moyen-Orient, principalement en Irak, Iran, Syrie et Turquie. La minorité kurde de Turquie, estimée à 20% de la population, n'est pas reconnue officiellement et le gouvernement turc, depuis la fondation de la République turque en 1920, pratique une politique d'assimilation forcée, la langue kurde étant interdite ou marginalisée. Des citoyens d'origine kurde peuvent accéder à de hautes fonctions dans la politique et l'administration mais s'exposent à des représailles s'ils revendiquent leur identité kurde ou font usage de la langue kurde¹.

1975-1980 : période d'instabilité et de violences politiques (affrontements, attentats, massacres) opposant l'extrême-droite ultranationaliste turque aux mouvements de gauche, alévis et pro-kurdes².

24 novembre 1978 : à l'université d'Ankara, un groupe d'étudiants d'origine kurde fonde le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK³) dirigé par Abdullah Öcalan⁴. La plupart de ses membres, à l'origine, sont des étudiants d'extrême-gauche d'origine kurde, plus quelques-uns d'origine turque ou arménienne, venus de l'Association des étudiants de l'université d'Ankara (AYÖD⁵) et originaires des provinces de Mardin, Batman, Bingöl, Gaziantep (Antep), Tunceli (Dersim) et Şanlıurfa (Urfa). Par la suite, le parti arrive à développer des cellules dans leurs provinces d'origine⁶.

12 septembre 1980 : coup d'Etat militaire suivi d'une répression violente contre les mouvements d'extrême-gauche et pro-kurdes. Abdullah Öcalan s'établit en Syrie puis dans la plaine de la Bekaa (Liban)⁷.

1980-1983 : dictature militaire présidée par le général Kenan Evren, 650 000 arrestations, 230 000 personnes produites en cour martiale, 50 exécutions selon le chiffre officiel mais probablement plusieurs centaines ou plusieurs milliers en réalité, régime de terreur (tortures systématiques à la prison de Diyarbakır) qui contribue à la radicalisation du mouvement pro-kurde. Retour progressif à la démocratie avec la Constitution de 1982 et les élections législatives de 1983 mais les militaires gardent le contrôle des institutions⁸.

15 août 1984 : première opération de guérilla du PKK en Turquie, à Eruh (province de Siirt)⁹. L'unité est commandée par Mahsum Korkmaz, dit Agit, qui sera tué au combat le 25 mars 1986¹⁰.

Avril 1985 : dans les régions rurales de l'Est et du Sud-Est, le gouvernement turc crée le corps des « gardiens de village » ou « protecteurs de village¹¹ », paramilitaires armés et payés pour combattre la guérilla. Ils sont en principe volontaires mais eux et leur village s'exposent à des représailles de l'armée s'ils refusent de coopérer ; inversement, ceux qui servent dans ce corps risquent des représailles de la part PKK¹².

Octobre 1986 : la branche de guérilla du PKK, les Unités de libération du Kurdistan (HRK¹³) prend le nom d' Armée de libération populaire du Kurdistan (ARGK¹⁴). Elle est appuyée par une branche civile, le Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK¹⁵), basé à Athènes et qui organise des réseaux de soutien et de recrutement en Turquie et à l'étranger¹⁶.

Le PKK est alors un parti de culture marxiste-léniniste, appelant à une révolution des ouvriers et paysans pour libérer le peuple kurde du « colonialisme » turc et regrouper en un Etat indépendant les populations kurdes de Turquie, Irak, Iran et Syrie¹⁷. En même temps, la doctrine d'Abdullah Öcalan, formulée en

¹ GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 23-55, [url](#) ; CNDA, 02/12/2002, [url](#)

² Sur les violences politiques de cette période, voir notamment GOURISSE Benjamin, Karthala, 2014, [url](#)

³ En kurde : *Partiya Karkerên Kurdistan*.

⁴ GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 23-55, [url](#) ; CNDA, 02/12/2002, [url](#)

⁵ En turc : *Ankara Yüksek Öğretim Derneği*.

⁶ DORRONSORO Gilles, European Journal of Turkish Studies, [url](#)

⁷ TRT World, 16/10/2019, [url](#) ; L'Orient-Le Jour, 15/02/2019, [url](#)

⁸ GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 23-55, [url](#) ; MARCOU Jean, OVIPOT, 08/04/2012, [url](#)

⁹ TRT World, 16/10/2019, [url](#) ; L'Obs, 22/10/2007, [url](#)

¹⁰ Kurdistan au Féminin, 14/08/2014, [url](#)

¹¹ En turc, au singulier : *köy korucu*.

¹² Cour nationale du droit d'asile (CNDA), 02/12/2002, [url](#)

¹³ En kurde : *Hazen Rizgariya Kurdistan*.

¹⁴ En kurde : *Arteshen Rizgariya Gelli Kurdistan*.

¹⁵ En kurde : *Eniya Rizgariya Netewa Kurdistan*.

¹⁶ CNDA, 02/12/2002, [url](#)

¹⁷ CNDA, 02/12/2002, [url](#)

1983 dans son ouvrage « La question de la personnalité au Kurdistan ; Les propriétés du militant révolutionnaire et la vie du parti », appelle à la création d'un « homme nouveau » libéré à la fois de la domination turque et de son ancienne personnalité¹⁸ :

« Le nouvel Homme ne boit pas, ne joue pas, ne pense jamais à son plaisir personnel ni à son confort, ne se féminise pas et ceux qui ont [auparavant] cédé à de tels types d'activités en finiront clairement avec toutes ces habitudes dès qu'ils ou elles seront parmi les Hommes nouveaux. La philosophie et la moralité du nouvel Homme, la manière dont il s'assoit, se lève, son style, son ego, son attitude et ses réactions [*təpki*] lui appartiennent en propre. Les fondements de toutes ces choses sont l'amour aussi solide qu'un roc que l'on porte à la révolution, à la liberté, au pays et au socialisme. L'application du socialisme scientifique à la réalité de notre pays crée l'Homme nouveau. »¹⁹

Le chercheur français Gilles Dorransoro, dans une étude publiée en 2004, décrit l'implantation du PKK dans les régions kurdes de l'Est et du Sud-Est. La segmentation tribale de la société kurde joue un rôle important dans les choix politiques : certaines tribus, liées à des hommes politiques ou autres personnalités locales, choisissent le camp gouvernemental et fournissent des « protecteurs de village » alors que d'autres fournissent un soutien au PKK²⁰. Gilles Dorransoro décrit les pratiques de recrutement du PKK entre 1984 et la fin des années 1990 :

« Les jeunes hommes et femmes (entre 15 et 20 ans) constituent dès lors une population plus mobile géographiquement et moins intégrée économiquement et socialement au village qui ne représente plus nécessairement leur cadre de vie futur. Les militants PKK du village se recrutent dans ce milieu, apparemment sans exception. Dans ce cas, le militantisme, comme acte individuel, est rendu possible par un relâchement du contrôle clanique. Après 1984 et jusqu'à la fin des années 1990, le PKK fait sa propagande quand il passe dans les villages pour obtenir des vivres et des renseignements. La guérilla est soucieuse de ne pas heurter les villageois, distribue des cassettes de chansons kurdes et quelques journaux qui parlent de la première génération de militants martyrs. Les femmes guérilleros se voilent dans les villages (elles ne le sont pas dans les montagnes), ce qui facilite les contacts, tant avec les hommes qu'avec les femmes. Les combattants peuvent revenir quelques jours plus tard pour recruter des jeunes hommes et femmes impressionnés par l'efficacité et la discipline apparentes de l'organisation. L'engagement leur fournit l'occasion de s'éloigner du milieu familial sans rupture brutale avec la famille si elle soutient leur engagement ou d'échapper, par exemple, à un mariage arrangé. Les nouvelles recrues se sentent acteur d'un mouvement qui prétend puiser sa source dans les révoltes kurdes qu'elles connaissent par la tradition orale. »²¹

1.2. Etat d'urgence et enracinement du conflit (1987-1999)

Entre 1987 et 1999, la guérilla, à partir de ses bases en Syrie, au Liban (Bekaa) et dans le nord de l'Irak (monts Qandil), s'enracine dans l'est et le sud-est de la Turquie. Les autorités proclament l'état d'urgence dans plusieurs provinces et élargissent les actions de répression.

Selon une étude publiée par le Conseil de l'Europe en 2011, la chronologie de l'état d'urgence dans l'Est et le Sud-Est de la Turquie est la suivante²² :

- **19 juillet 1987** : levée de l'état de siège qui durait depuis 1978 dans 4 provinces mais instauration d'un nouveau régime d'état d'urgence dans les provinces de Van, Hakkari, Siirt, Mardin, Diyarbakır, Bingöl, Elâzığ et Tunceli²³.
- **19 mars 1994** : l'état d'urgence est levé dans la province d'Elâzığ et instauré dans celle de Bitlis²⁴.

¹⁸ GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 57-87, [url](#) ; CNDA, 02/12/2002, [url](#)

¹⁹ ÜÇLÜ Saif M., cité par GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 57-87, [url](#) ; CNDA, 02/12/2002, [url](#)

²⁰ DORRONSORO Gilles, European Journal of Turkish Studies, 2004, [url](#)

²¹ DORRONSORO Gilles, European Journal of Turkish Studies, 2004, [url](#)

²² HEZER Hüseyin, Conseil de l'Europe, 2011, [url](#)

²³ CNDA, 02/12/2002, [url](#) ; Le Monde, 19/07/1987, [url](#)

²⁴ HEZER Hüseyin, Conseil de l'Europe, 2011, [url](#)

- **2 octobre 1997** : l'état d'urgence est levé dans les provinces de Batman, Bingöl et Bitlis²⁵.
- **30 juillet 2000** : l'état d'urgence est levé dans la province de Van²⁶. Il n'est maintenu que dans les provinces de Diyarbakır, Hakkari, Şırnak et Tunceli²⁷.
- **1^{er} août 2002** : l'état d'urgence est levé dans les provinces de Tunceli et Hakkari²⁸.
- **30 novembre 2002** : l'état d'urgence est levé dans les provinces de Diyarbakır et Şırnak, les dernières où il était en vigueur²⁹.

Selon une étude publiée en décembre 2002 par la Cour nationale du droit d'asile (France)³⁰ :

« Les méthodes employées par le gouvernement pour combattre le PKK suscitent un sentiment d'hostilité envers les autorités important parmi les Kurdes, au départ pourtant très opposés aux actions violentes du PKK, ce qui fait que ce dernier a obtenu une légitimité et un appui croissants. Beaucoup d'entre eux refusent aussi de voir, ou ignorent simplement, les exactions et atrocités commises par le PKK³¹. »

20 juin 1987 : à Pınarcık (province de Mardin), 8 protecteurs de village et 24 femmes et enfants sont abattus ; cette action est revendiquée par le PKK mais, d'après un ancien officier des forces spéciales turques, il pourrait s'agir d'une provocation montée par l'« unité antiterroriste et de renseignement de la gendarmerie » (JİTEM³²) du ministère de l'Intérieur³³.

D'autres massacres de civils sont attribués au PKK par les autorités turques, notamment en août 1987 à Milan (province de Siirt), en juin 1990 à Cevrimli (province de Şırnak), en juillet 1996 à Başbağlar (province d'Erzincan)³⁴. Selon l'Institut kurde de Paris, dans une étude publiée en novembre 1992, plusieurs massacres de villageois et de passagers d'autobus attribués au PKK par les autorités ont été menés en fait par des protecteurs de village et des membres des unités spéciales déguisés en guérilleros³⁵.

1989-1993 : sous la présidence de Turgut Özal (Parti de la mère patrie, ANAP³⁶), les Kurdes obtiennent une libéralisation culturelle partielle mais sa mort, le 17 avril 1993, interrompt ce processus³⁷. Cette période voit cependant des opérations militaires de répression, notamment en août 1992 près de Şırnak, et l'exode de réfugiés kurdes de Turquie vers l'Irak³⁸. Les forces de répression sont l'armée, la gendarmerie, les « équipes spéciales³⁹ » et la JİTEM⁴⁰. Selon l'Institut kurde de Paris, en 1992, la moitié des forces terrestres et aériennes turques sont engagées contre la guérilla et 296 villages sont évacués ou rasés par l'armée ; entre août et novembre 1992, six villes, Şırnak, Cizre (province de Şırnak), Çukurca (province de Hakkari), Kulp (province de Diyarbakır), Hani (même province) et Varto (province de Muş), sont entièrement ou partiellement détruites⁴¹.

1994-1995 : sous le gouvernement de Tansu Çiller (dirigeante du Parti de la juste voie, DYP⁴²), l'armée mène une politique de destruction des villages kurdes soupçonnés d'abriter la guérilla. 1 800 villages sont évacués. Près de 3 millions d'habitants se déplacent vers les grandes villes, les zones sous le

²⁵ HEZER Hüseyin, Conseil de l'Europe, 2011, [url](#)

²⁶ HEZER Hüseyin, Conseil de l'Europe, 2011, [url](#)

²⁷ CNDA, 02/12/2002, [url](#)

²⁸ HEZER Hüseyin, Conseil de l'Europe, 2011, [url](#)

²⁹ HEZER Hüseyin, Conseil de l'Europe, 2011, [url](#)

³⁰ GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 23-55, [url](#) ; CNDA, 02/12/2002, [url](#)

³¹ GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 23-55, [url](#) ; CNDA, 02/12/2002, [url](#)

³² En turc : *Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele*.

³³ Sources dans Wikipedia (en anglais), « Pınarcık massacre », m. à j. le 10/09/2021, [url](#)

³⁴ TRT World, 16/10/2019, [url](#)

³⁵ Institut kurde de Paris, 11/1992, [url](#)

³⁶ En turc : *Anavatan Partisi*.

³⁷ SCALBERT-YÜCEL Clémence, Mouvements, 2017/2, [url](#) ; CNDA, 02/12/2002, [url](#)

³⁸ DIDR, Ofpra, 10/02/2016, [url](#)

³⁹ En turc : *özel tim*.

⁴⁰ CNDA, 02/12/2002, [url](#)

⁴¹ Institut kurde de Paris, 11/1992, [url](#)

⁴² En turc : *Doğru Yol Partisi*.

contrôle de l'armée ou les camps de réfugiés en Irak⁴³. Selon le chercheur français Olivier Grojean, de 1993 à 1996, phase la plus intense du conflit, 20 000 personnes sont tuées dont 7 000 assassinées par « auteurs inconnus », 3 700 villages évacués⁴⁴. Le PKK tente à plusieurs reprises d'ouvrir des négociations et proclame des cessez-le-feu unilatéraux en 1993, 1995, 1998 et 1999, que le gouvernement refuse de prendre en compte⁴⁵.

1995 : création d'une branche féminine du PKK, les Femmes libres du Kurdistan (PAJK⁴⁶)⁴⁷.

Octobre 1998 : sous la pression de la Turquie, la Syrie interdit l'activité du PKK sur son territoire et expulse Abdullah Öcalan. Celui-ci demande vainement l'asile à plusieurs pays européens avant de partir pour le Kenya⁴⁸.

1.3. Emprisonnement d'Abdullah Öcalan et pause du conflit (1999-début 2004)

15 février 1999 : Abdullah Öcalan est arrêté au Kenya par les services secrets turcs et extradé vers la Turquie⁴⁹. Le 15 février est commémoré par les sympathisants du PKK comme la date du « complot international » contre le peuple kurde⁵⁰.

31 mai 1999 : début du procès d'Abdullah Öcalan ; le dirigeant appelle le PKK à un cessez-le-feu unilatéral qui sera à peu près respecté jusqu'en 2004⁵¹.

29 juin 1999 : Abdullah Öcalan est condamné à mort. Sur l'insistance des pays européens, son exécution est reportée⁵².

2000 : l'état d'urgence n'est maintenu que dans les provinces de Diyarbakır, Hakkari, Şırnak et Tunceli (voir 1.2)⁵³.

31 octobre 2001 : le PKK est inscrit sur la liste des personnes et entités considérées comme terroristes par le gouvernement des Etats-Unis⁵⁴.

2002 : en raison de l'abolition de la peine de mort en Turquie, la condamnation d'Abdullah Öcalan est commuée en emprisonnement à perpétuité sur l'île-prison d'İmralı. Malgré un strict isolement, il reste l'inspirateur de son mouvement : selon le chercheur français Olivier Grojean, « il reste le leader incontesté de l'organisation, même s'il n'est plus directement aux commandes, et sa parole est en quelque sorte toujours "sacrée"⁵⁵ ».

Mai 2002 : le PKK est inscrit par le Conseil de l'Union européenne sur la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives dans le cadre de la lutte contre le terrorisme⁵⁶.

Après l'arrestation d'Abdullah Öcalan, son parti change plusieurs fois de nom. En 2002, il devient le Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan (KADEK⁵⁷) et en 2003, le Congrès du peuple kurde (Kongra-Gel⁵⁸). Il reprend le nom de PKK en 2005⁵⁹. Ces changements correspondent à une série de changements dans la ligne idéologique : le parti abandonne progressivement son vocabulaire marxiste et renonce à son projet d'Etat kurde séparé pour le remplacer par un « confédéralisme démocratique » qui rassemblerait les peuples du Moyen-Orient en une confédération de collectivités autonomes⁶⁰.

⁴³ CNDA, 02/12/2002, [url](#) ; sur les camps de réfugiés kurdes de Turquie en Irak, voir DIDR, Ofpra, 10/02/2016, [url](#)

⁴⁴ GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 23-55, [url](#) ;

⁴⁵ GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 23-55, [url](#) ;

⁴⁶ En kurde : *Partiya Azadiya Jinên Kurdistan*.

⁴⁷ DIDR, Ofpra, 10/05/2021, [url](#) ; CNDA, 02/12/2002, [url](#)

⁴⁸ L'Orient-Le Jour, 15/02/2019, [url](#)

⁴⁹ L'Orient-Le Jour, 15/02/2019, [url](#)

⁵⁰ Kurdistan au Féminin, 14/02/2021, [url](#)

⁵¹ L'Orient-Le Jour, 15/02/2019, [url](#)

⁵² TRT World, 16/10/2019, [url](#) ; L'Orient-Le Jour, 15/02/2019, [url](#)

⁵³ CNDA, 02/12/2002, [url](#)

⁵⁴ US Department of State, "Executive Order 13224 - Bureau of Counterterrorism", s.d., [url](#)

⁵⁵ L'Orient-Le Jour, 15/02/2019, [url](#) ; GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 23-55, [url](#) ;

⁵⁶ GROJEAN Olivier, CERI-Sciences Po, 04/2014, [url](#)

⁵⁷ En kurde : *Kongreya Azadî û Demokrasiya Kurdistanê*.

⁵⁸ En kurde : *Kongra Gelê Kurdistan*.

⁵⁹ L'Orient-Le Jour, 15/02/2019, [url](#) ; GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 23-55, [url](#) ;

⁶⁰ GROJEAN Olivier, La Découverte, 2017, p. 57-87, [url](#) ; CHABRE Théotime, Les Clés du Moyen-Orient, 06/08/2015, [url](#) ; CNDA, 02/12/2002, [url](#)

En 2002-2003 : la victoire électorale du Parti de la justice et du développement (AKP⁶¹), alors islamo-conservateur modéré et pro-européen, qui obtient de bons résultats électoraux dans les régions kurdes, s'accompagne d'une série de réformes de la Constitution et de la législation, visant à élargir la liberté d'expression, réduire le pouvoir de l'armée et promouvoir une légalisation partielle de la langue kurde dans l'enseignement et l'audiovisuel public. Cependant, les tribunaux continuent de poursuivre et condamner des élus et militants pro-kurdes sous l'accusation de séparatisme⁶². Le retour des personnes déplacées dans leur village d'origine est entravé par les « protecteurs de village », au nombre de 58 000 en 2004, qui ont accaparé leurs terres, avec de nombreuses complicités au sein des autorités, et qui menacent et parfois tuent des personnes retournées⁶³.

Entre 2002 et 2004 : le PKK encourage la création de plusieurs « organisations sœurs » dans les populations kurdes d'autres pays de la région, le Parti pour une solution démocratique du Kurdistan (PÇDK⁶⁴) fondé en avril 2002 en Irak, le Parti de l'union démocratique (PYD⁶⁵) en septembre 2003 en Syrie et le Parti de la vie libre du Kurdistan (PJAK⁶⁶) en avril 2004 en Iran. Ces mouvements partagent avec le PKK une idéologie commune fondée sur le « confédéralisme démocratique » et leurs branches armées coopèrent étroitement à partir des mêmes bases des monts Qandil⁶⁷.

2. Reprise du conflit et pause (juin 2004-juin 2015)

2.1. De 2004 à 2008

Juin 2004 : le PKK annonce la fin du cessez-le-feu observé depuis 1999⁶⁸.

Septembre-octobre 2004 : affrontements sporadiques entre les forces de sécurité et la guérilla⁶⁹.

Juin 2004-juillet 2005 : les affrontements entre combattants clandestins et forces de sécurité font une centaine de morts au total⁷⁰.

16 juillet 2005 : à Kuşadası (province d'Aydın, région de la mer Egée), attentat contre un minibus de touristes. C'est le premier d'une série d'attentats attribués aux Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK⁷¹), branche dissidente du PKK⁷² ; au cours de l'année 2005, d'autres attentats visant des stations touristiques sont attribués aux TAK⁷³.

Selon Metin Gurcan, chercheur au centre de recherches américain « Combating Terrorism Center » lié à l'école militaire de West Point, le PKK entretient une relation ambiguë avec les TAK, déclarant désapprouver leurs méthodes extrêmes d'attentat-suicide visant souvent des cibles civiles, tout en les disant « compréhensibles » et en les utilisant comme moyen de pression sur le gouvernement turc. Alors que les actions armées du PKK visaient presque exclusivement les forces de sécurité et les responsables officiels dans les régions de l'Est et du Sud-Est, les TAK s'en prennent à des civils et des touristes étrangers dans des régions non kurdes de l'ouest de la Turquie⁷⁴.

De 2005 à 2009 : le gouvernement islamo-conservateur de l'AKP (voir 1.3) tente une « ouverture kurde » et consent à quelques réformes comme l'autorisation de cours de langue kurde dans certaines écoles tout en refusant toute négociation avec le PKK⁷⁵.

De 2006 à 2008 : les violences impliquant le PKK font plusieurs centaines de morts en Turquie⁷⁶.

Au cours de l'année 2006 : les violences impliquant le PKK font environ 600 morts en Turquie⁷⁷.

⁶¹ En turc : *Adalet ve Kalkınma Partisi*.

⁶² BOULANGER Philippe, Commentaire, 2005/4 (Numéro 112), [url](#)

⁶³ Human Rights Watch, 04/10/2004, [url](#)

⁶⁴ En kurde : *Partiya Çaresariya Demokratika Kurdistan*.

⁶⁵ En kurde : *Partiya Yekitiya Demokrat*.

⁶⁶ En kurde : *Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê*.

⁶⁷ GROJEAN Olivier, CERI-Sciences Po, 04/2014, [url](#)

⁶⁸ TRT World, 16/10/2019, [url](#) ; BOULANGER Philippe, Commentaire, 2005/4 (Numéro 112), [url](#)

⁶⁹ BOULANGER Philippe, Commentaire, 2005/4 (Numéro 112), [url](#)

⁷⁰ Le Monde, 18/07/2005, [url](#)

⁷¹ En kurde : *Teyrênbazê Azadiya Kurdistan*.

⁷² BOULANGER Philippe, Commentaire, 2005/4 (Numéro 112), [url](#) ; Le Monde, 18/07/2005, [url](#)

⁷³ United States Department of State, 28/04/2006, [url](#)

⁷⁴ GURCAN Metin, Combating Terrorism Center, 07/2016, [url](#)

⁷⁵ International Crisis Group (ICG), Europe Report N°219, 11/09/2012, [url](#)

⁷⁶ US Department of State, 05/08/2010, [url](#)

⁷⁷ United States Department of State, 30/04/2007, [url](#)

Octobre 2006 : le PKK proclame un cessez-le-feu unilatéral ; cependant, les forces de sécurité continuent leurs opérations contre la guérilla, principalement dans le Sud-Est⁷⁸.

4 octobre 2007 : à Aktütün (province de Hakkari), les combattants du PKK attaquent un avant-poste militaire ; 15 soldats sont tués⁷⁹.

17 octobre 2007 : le Parlement turc autorise l'armée à mener des opérations contre les bases du PKK dans le nord de l'Irak⁸⁰.

21 octobre 2007 : dans la province de Hakkari, un affrontement cause la mort de 32 combattants clandestins et 12 militaires⁸¹.

19 août 2008 : attentat contre un point de contrôle de la police à Mersin (Sud), revendiqué à la fois par le PKK et les TAK⁸².

Au cours de l'année 2008 : selon les autorités turques, 657 membres du PKK sont tués et 161 sont capturés au cours d'affrontements ; en outre, 120 se rendent aux autorités en demandant à bénéficier de la loi sur le repentir⁸³.

2.2. En 2009

Au cours de l'année 2009, peu d'actions armées sont attribuées au PKK ; son activité est plus faible que dans les années 2006-2008⁸⁴.

14 avril : première vague d'arrestations dans la procédure judiciaire à l'encontre de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK⁸⁵) présentée par les autorités turques comme une émanation civile du PKK ; plusieurs milliers d'élus et de sympathisants pro-kurdes sont arrêtés⁸⁶.

6 mai : Murat Karayılan, chef de l'appareil militaire du PKK dans le nord de l'Irak, appelle à l'ouverture de négociations entre le gouvernement turc et Abdullah Öcalan⁸⁷.

16 juin : le PKK est maintenu sur la liste des organisations considérées comme terroristes par l'Union européenne (voir 1.3)⁸⁸.

15 juillet : trêve unilatérale du PKK reconduite jusqu'au 1^{er} septembre⁸⁹.

29 juillet : le gouvernement turc lance une « initiative kurde » visant à une résolution pacifique de la question kurde⁹⁰.

25 août : mémorandum de l'état-major turc fixant des « lignes rouges » à toute évolution politique, en particulier l'unité territoriale de la Turquie et le maintien du turc comme unique langue officielle⁹¹ ;

11 septembre : ouverture du procès du colonel en retraite Cemal Temizöz, chef d'une unité de la gendarmerie accusée de la mort de 20 civils de Cizre (province de Şırnak) torturés et morts en captivité au cours de la répression des années 1990 (voir 1.2)⁹².

17 septembre : le vice-premier ministre Cemil Çiçek déclare que 90% des réfugiés kurdes de Turquie en Irak pourraient bénéficier d'une amnistie en vertu de l'article 221 du Code pénal⁹³.

19 octobre : 34 membres et sympathisants du PKK réfugiés en Irak se présentent au poste frontière de Habur et demandent à bénéficier des mesures d'amnistie. Leur retour en Turquie est salué par des

⁷⁸ United States Department of State, 30/04/2007, [url](#)

⁷⁹ United States Department of State, 30/04/2009, [url](#)

⁸⁰ United States Department of State, 30/04/2009, [url](#)

⁸¹ L'Obs, 22/10/2007, [url](#)

⁸² United States Department of State, 30/04/2009, [url](#)

⁸³ United States Department of State, 30/04/2009, [url](#)

⁸⁴ United States Department of State, 05/08/2010, [url](#)

⁸⁵ En kurde : *Koma Civakên Kurdistanê*.

⁸⁶ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

⁸⁷ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

⁸⁸ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

⁸⁹ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

⁹⁰ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

⁹¹ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

⁹² CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#) ; Bianet, 21/09/2010, [url](#)

⁹³ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

foules enthousiastes criant des slogans favorables à Abdullah Öcalan mais provoque des réactions négatives dans l'opinion turque⁹⁴.

27 octobre : un affrontement dans la province de Bingöl cause la mort de 5 combattants clandestins⁹⁵ ;

7 décembre : à Reşadiya (province de Tokat), une attaque du PKK cause la mort de 7 militaires turcs⁹⁶ ;

8 décembre : la Cour constitutionnelle ouvre une procédure à l'encontre du Parti pour la société démocratique (DTP⁹⁷, parti politique pro-kurde représenté au Parlement), accusé de complicité avec l'« organisation terroriste » du PKK. Elle prononce l'interdiction du parti le 11 décembre⁹⁸.

2.3. En 2010

De mars à juillet : en réponse à la dissolution du DTP en décembre 2009, les combattants du PKK reprennent leurs actions contre les forces de sécurité dans le Sud-Est ; environ 50 soldats turcs et 150 combattants clandestins sont tués entre mars et juillet 2010.

8-9 mars : dans la province de Hakkari, deux engins explosifs causent la mort de trois soldats⁹⁹ ;

29 avril : à Şemdinli (province de Hakkari), deux soldats sont tués¹⁰⁰ ;

1^{er} mai : dans la province de Tunceli, quatre soldats sont tués¹⁰¹ ;

26 mai : dans les provinces de Bingöl et Tunceli, 5 combattants du PKK sont tués¹⁰² ;

29 mai : dans la province de Şırnak, deux soldats et un protecteur de village sont tués¹⁰³ ;

31 mai : à Iskenderun, dans la province de Hatay (côte sud, près de la frontière syrienne), 6 soldats d'une base navale sont tués par des tirs de roquettes ; les autorités turques accusent le PKK¹⁰⁴ ;

8 juin : à Istanbul, attentat à la bombe contre un autocar transportant des militaires, faisant 5 tués ; cette opération est revendiquée par les TAK (voir 2.1)¹⁰⁵ ;

19 juin : à Şemdinli, 11 soldats sont tués dans une attaque¹⁰⁶ ;

22 juin : à Istanbul, un attentat cause la mort de cinq soldats et un civil ; cette opération est revendiquée par les TAK¹⁰⁷ ;

6 juillet : à Şemdinli, un affrontement cause la mort de 10 combattants clandestins et 3 soldats¹⁰⁸ ;

20 juillet : dans le sud-est du pays, 7 soldats sont tués dans différentes opérations¹⁰⁹ ;

21 juillet : le Parlement turc vote une loi, ratifiée le 25 juillet, diminuant les peines encourues par les « enfants lanceurs de pierre », les manifestants mineurs accusés d'avoir jeté des pierres contre la police ; ils ne sont plus considérés comme des terroristes et environ 2 500 d'entre eux sont libérés¹¹⁰ ;

13 août : le PKK proclame un cessez-le-feu unilatéral, prolongé au cours des mois suivants malgré la poursuite d'arrestations et des incidents ponctuels¹¹¹.

⁹⁴ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

⁹⁵ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

⁹⁶ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#) ; MARCOU Jean, Ovipot, 09/11/2019, [url](#)

⁹⁷ En turc : Demokratik Toplum Partisi

⁹⁸ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

⁹⁹ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

¹⁰⁰ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

¹⁰¹ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

¹⁰² CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

¹⁰³ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

¹⁰⁴ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

¹⁰⁵ La Dépêche, 22/06/2010, [url](#)

¹⁰⁶ CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

¹⁰⁷ La Dépêche, 22/06/2010, [url](#)

¹⁰⁸ La Dépêche, 22/06/2010, [url](#)

¹⁰⁹ La Dépêche, 22/06/2010, [url](#)

¹¹⁰ MARCOU Jean, Ovipot, 22/07/2010, [url](#) ; La Dépêche, 22/06/2010, [url](#)

¹¹¹ DIDR, Ofpra, 27/08/2019, [url](#) ; CHABRE Théotime, Ovipot, 13/04/2015, [url](#)

2.4. En 2011-2012

Février 2011 : le PKK annonce son intention de mettre fin au cessez-le-feu et de se défendre « de manière plus efficace » face aux forces de sécurité¹¹².

15 mars : dans la province de Şırnak, une fusillade oppose des combattants clandestins venus d'Irak aux militaires turcs ; c'est le premier affrontement depuis le cessez-le-feu d'août 2010¹¹³.

12-14 mai : des affrontements près d'Uludere (province de Şırnak) font 12 morts parmi les combattants clandestins¹¹⁴.

De juin 2011 à septembre 2012 : le conflit fait environ 700 morts¹¹⁵.

17 août : dans la province de Şırnak, un affrontement fait 8 morts parmi les militaires¹¹⁶.

28 décembre : près d'Uludere, un avion militaire turc bombarde un convoi de contrebandiers en les prenant par erreur pour des combattants clandestins ; 34 civils dont 18 mineurs sont tués¹¹⁷. **Fin 2012** : le gouvernement turc ouvre des pourparlers officieux avec Abdullah Öcalan, chef historique du PKK, qui purge une peine d'emprisonnement à perpétuité en Turquie depuis 1999 ; le PKK annonce un cessez-le-feu unilatéral¹¹⁸.

2.5. En 2013-2014

2013 : Abdullah Öcalan appelle ses partisans à un nouveau cessez-le-feu¹¹⁹. Celui-ci est globalement respecté au cours des années 2013-2014¹²⁰.

Le Département d'Etat américain n'enregistre que deux actions violentes attribuées au PKK en 2014¹²¹ :

25 octobre 2014 : dans le district de Yüksekova (province de Hakkari), des hommes masqués tuent par arme à feu trois soldats en permission en costume civil¹²² ;

29 octobre 2014 : à Diyarbakır, un officier en permission en tenue civile, est tué dans un bazar¹²³.

3. Troisième phase : après le siège de Kobané (juillet 2015-septembre 2021)

3.1. En 2015

En 2014-2015, le PKK est fortement impliqué dans la guerre civile syrienne et en particulier dans la défense de la ville kurde de Kobané (en arabe : Aïn el-Arab), assiégée par les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI, acronyme arabe et kurde : Daech) de mars 2014 à janvier 2015¹²⁴. En représailles, l'EI mène une série d'attentats en Turquie contre des rassemblements pacifiques des partis de gauche et pro-kurdes, ce qui contribue à relancer le conflit kurde en Turquie, les militants et sympathisants pro-kurdes considérant l'Etat turc comme complice des djihadistes¹²⁵.

¹¹² DIDR, Ofpra, 27/08/2019, [url](#)

¹¹³ DIDR, Ofpra, 27/08/2019, [url](#)

¹¹⁴ DIDR, Ofpra, 27/08/2019, [url](#)

¹¹⁵ ICG, 11/09/2012, [url](#)

¹¹⁶ DIDR, Ofpra, 27/08/2019, [url](#)

¹¹⁷ DIDR, Ofpra, 27/08/2019, [url](#)

¹¹⁸ International Crisis Group (ICG), 06/11/2014, [url](#)

¹¹⁹ L'Orient-Le Jour, 15/02/2019, [url](#)

¹²⁰ International Crisis Group (ICG), 06/11/2014, [url](#)

¹²¹ US Department of State, 30/06/2015, [url](#)

¹²² US Department of State, 30/06/2015, [url](#) ; Hürriyet Daily News, 29/10/2014, [url](#)

¹²³ US Department of State, 30/06/2015, [url](#) ; Hürriyet Daily News, 29/10/2014, [url](#)

¹²⁴ DIDR, Ofpra, 02/03/2020, [url](#)

¹²⁵ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

Principaux attentats attribués à l'EI contre des rassemblements pacifiques de partisans des mouvements de gauche et pro-kurdes¹²⁶ :

- 7 juin 2015 : attentat contre une manifestation du Parti démocratique des peuples (HDP¹²⁷) à Diyarbakır ; 5 morts et 400 blessés¹²⁸ ;
- 20 juillet 2015 : à Suruç (province de Şanlıurfa), attentat contre un rassemblement de soutien pour la reconstruction de Kobané, 33 morts et 104 blessés¹²⁹ ;
- 10 octobre 2015 : à Ankara, place de la Gare, double attentat-suicide contre une manifestation pour l'arrêt des hostilités dans l'est et le sud-est de la Turquie ; 109 morts et plus de 500 blessés¹³⁰ ;
- 21 août 2016 : à Gaziantep, attentat contre un mariage kurde entre deux familles proches du HDP ; 51 morts et 91 blessés¹³¹.

Du 7 juillet 2015 au 10 août 2021, selon la page de bilan régulièrement mise à jour par le think tank International Crisis Group (ICG), le conflit kurde en Turquie fait 5 561 morts dont 1 302 membres des forces de sécurité, 3 484 combattants clandestins, 549 civils et 226 personnes de statut indéterminé. La phase la plus meurtrière va de septembre 2015 à décembre 2016 avec 1 534 tués¹³².

Un rapport publié en mars 2018 par le Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA, Belgique) résume les principaux attentats et affrontements armés impliquant le PKK entre juillet et décembre 2015¹³³ puis entre janvier et mars 2016 (voir 3.3)¹³⁴ :

12 juillet : à Göle (province d'Ardahan), affrontement avec la gendarmerie turque¹³⁵ ;

22 juillet : dans le district de Ceylanpınar (province de Şanlıurfa) meurtre de deux policiers revendiqué par le PKK¹³⁶ ;

25 juillet : dans le district de Lice (province de Şırnak), attaque contre un véhicule blindé de l'armée ; huit soldats sont tués¹³⁷ ;

30 juillet : dans la province de Şırnak, embuscade contre des militaires, trois d'entre eux sont tués¹³⁸ ;

2 août : dans le district de Dogubeyazıt (province d'Ağrı), attentat-suicide avec un tracteur chargé d'explosifs contre un poste de gendarmerie ; deux morts et 31 blessés parmi les gendarmes¹³⁹ ;

18 août : entre Semdinli et Şapatan. (province de Hakkari), affrontement entre l'armée et les combattants clandestins suivi d'un bombardement du village de Şapatan ; 9 soldats sont tués et 4 civils blessés¹⁴⁰ ;

19 août : dans la province de Siirt, un engin explosif en bord de route tue 8 soldats¹⁴¹ ;

8 septembre : à Dilucu (province d'Iğdır), à un poste frontière avec l'Azerbaïdjan, un attentat à l'explosif contre un minibus de la police fait 14 tués¹⁴² ;

¹²⁶ CGRA, 29/03/2018, [url](#) ; PEROUSE Jean-François, Ovipot, 18/12/2016, [url](#)

¹²⁷ En turc : *Halkların Demokratik Partisi*.

¹²⁸ PEROUSE Jean-François, Ovipot, 18/12/2016, [url](#)

¹²⁹ CGRA, 29/03/2018, [url](#) ; PEROUSE Jean-François, Ovipot, 18/12/2016, [url](#)

¹³⁰ CGRA, 29/03/2018, [url](#) ; PEROUSE Jean-François, Ovipot, 18/12/2016, [url](#)

¹³¹ PEROUSE Jean-François, Ovipot, 18/12/2016, [url](#) ; ANDLAUER Anne, Le Temps, 22/08/2016, [url](#)

¹³² ICG, "Turkey's PKK Conflict: A Visual Explainer", m. à j. le 10/08/2021, [url](#)

¹³³ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹³⁴ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹³⁵ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹³⁶ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹³⁷ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹³⁸ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹³⁹ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁴⁰ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁴¹ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁴² CGRA, 29/03/2018, [url](#)

25 septembre : dans le district de Beytüşşebap (province de Şırnak), un affrontement entre combattants clandestins et militaires fait 22 tués parmi les premiers et 2 parmi les seconds¹⁴³ ;

26 septembre : à Daglica (district de Yüksekova, province de Hakkari), un attentat à l'explosif tue 16 soldats¹⁴⁴ ;

10 octobre 2015 : à la suite du double attentat commis le même jour à Ankara et attribué à l'EI (voir encadré ci-dessus), le PKK proclame un nouveau cessez-le-feu unilatéral que les autorités refusent de prendre en compte¹⁴⁵ ;

11 octobre : dans la province de Hakkari, dans le district de Lice (province de Diyarbakır) et dans le nord de l'Irak, des frappes des forces aériennes turques contre les combattants du PKK font respectivement 17, 14 et 35 tués¹⁴⁶ ;

5 novembre : après la victoire de l'AKP aux élections législatives du 1^{er} novembre, le président Recep Tayyip Erdoğan annonce qu'il continuera la guerre jusqu'à l'élimination complète du PKK ; celui-ci répond en proclamant la fin du cessez-le-feu observé depuis le 10 octobre¹⁴⁷ ;

10 novembre : à Silopi (province de Şırnak), un attentat à la bombe tue trois policiers ; le même jour, dans le district de Silvan (province de Diyarbakır), un attentat contre un convoi militaire fait 21 blessés¹⁴⁸.

3.2. Les sièges de villes en 2015-2016

Selon deux études publiées en 2016 et 2017 par le think tank International Crisis Group (ICG) et l'ONG Human Rights Watch (HRW), le PKK, après avoir mis fin à son cessez-le-feu unilatéral en juillet 2015, inaugure une nouvelle stratégie et entreprend de créer dans plusieurs villes du Sud-Est des zones autonomes temporaires : des jeunes militants citoyens, organisés dans le Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H¹⁴⁹) qui devient en décembre 2015 les Unités de protection civile (YPS¹⁵⁰), interdisent le quartier à l'administration gouvernementale, installent des barricades et des tranchées et s'opposent à l'entrée de la police, puis de l'armée. Ils sont renforcés par des combattants expérimentés venus de la guérilla¹⁵¹. ICG, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et l'ONG Human Rights Watch s'accordent sur le caractère disproportionné de la réaction des forces gouvernementales turques : la population civile est soumise à un blocus, en grande partie privée de nourriture et de soins médicaux, puis victime de tirs indiscriminés et bombardements qui causent la destruction de quartiers entiers, particulièrement à Cizre (province de Şırnak), Nusaybin (province de Mardin) et Sur (quartier de Diyarbakır)¹⁵².

Du 5 septembre 2015 au 11 février 2016 : la ville de Cizre est barricadée par les YDG-H, soumise à un blocus de la police, puis bombardée par l'armée. D'après des témoignages concordants, plus de 100 personnes meurent brûlées vives dans une cave pendant les bombardements. Selon une source de la presse turque, 597 combattants clandestins et 23 militaires et policiers sont tués au cours des opérations¹⁵³.

Du 15 décembre 2015 au 26 janvier 2016 : la ville de Silopi (même province) est soumise au couvre-feu. D'après un porte-parole du HDP, 27 habitants sont tués pendant cette période tandis que les autorités affirment avoir éliminé 136 combattants clandestins¹⁵⁴.

Du 1^{er} octobre 2015 au 3 juin 2016 : la ville de Nusaybin est placée sous couvre-feu puis assiégée ; des jeunes de la ville, aidés par des combattants clandestins du PKK, établissent plusieurs centaines de tranchées et de barricades ; en mars 2016, une opération militaire de grande envergure est lancée

¹⁴³ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁴⁴ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁴⁵ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁴⁶ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁴⁷ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁴⁸ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁴⁹ En turc : *Yurtsever Devrimci Gençlik Hareketi*.

¹⁵⁰ En kurde : *Yekîneyên Parastina Sîvil*.

¹⁵¹ ICG, 02/05/2017, [url](#) ; id., 10/11/2016, [url](#)

¹⁵² Human Rights Watch, 12/01/2017, [url](#) ; 10/11/2016, [url](#) ; 10/11/2016, [url](#) ; Human Rights Watch, 11/07/2016; [url](#) ; Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), 10/05/2016, [url](#)

¹⁵³ DIDR, Ofpra, 27/08/2019, [url](#)

¹⁵⁴ DIDR, Ofpra, 27/08/2019, [url](#)

contre la ville ; les derniers combattants clandestins se rendent entre le 24 mai et le 3 juin¹⁵⁵. Selon des sources de la presse turque, 495 combattants clandestins ont été éliminés et 75 se sont rendus, 508 barricades, 52 tranchées et 1 213 engins explosifs ont été détruits ; 70 hommes des forces de sécurité ont été tués et plus de 500 blessés¹⁵⁶.

Selon International Crisis Group, les opérations militaires menées à Nusaybin au printemps 2016 font au moins 184 morts, dont 24 civils, et entraînent la destruction d'une grande partie de la ville¹⁵⁷. Selon un rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, une étude menée à partir d'images satellitaires montre que 398 immeubles ont été complètement détruits, 383 gravement endommagés et 1 005 modérément : la nature des dégâts permet de les attribuer à des armes lourdes et éventuellement à des bombardements aériens. Le nombre de tués est proportionnellement moins élevé à Nusaybin qu'à Cizre mais les violences sont suivies d'expulsions et destructions massives de propriétés. En outre, les militaires ont entravé l'accès aux soins médicaux et le passage des véhicules de secours pour les civils¹⁵⁸.

3.3. En 2016

L'année 2016 est la plus meurtrière du conflit kurde en Turquie entre 2015 et 2021 : 1 166 combattants clandestins, 644 militaires, 268 civils et 137 personnes de statut indéterminé sont tués¹⁵⁹. Cette année est marquée par la fin des opérations de siège contre plusieurs villes et quartiers tenus par les YDG-H (voir 2.7), la reprise des attentats attribués aux TAK (voir encadré ci-après) et la poursuite des affrontements et attentats dans l'Est et le Sud-Est.

Attentats attribués aux TAK en 2016¹⁶⁰ :

17 février : à Ankara, un attentat à la voiture piégée visant des militaires fait 28 morts.

13 mars : à Ankara, un attentat à la voiture piégée fait au moins 37 morts et des dizaines de blessés.

27 avril : à Bursa (nord-ouest de la Turquie), un attentat-suicide fait 13 blessés.

7 juin : à Istanbul, attentat-suicide contre un bus de la police, 7 policiers et 4 civils sont tués.

6 octobre : à Istanbul, une moto piégée explose près d'un commissariat de police, dix civils sont blessés.

14 octobre : près d'Antalya (sud-ouest de la Turquie), attaque à la roquette contre la police ; 5 agents tués d'après le communiqué des TAK, aucune victime selon les autorités.

4 novembre : à Diyarbakır, un attentat à la voiture piégée près d'un bâtiment de la police fait dix morts. L'attentat est revendiqué à la fois par l'EI et par les TAK.

24 novembre : à Adana (sud de la Turquie), 2016, un attentat à la voiture piégée contre le bâtiment du gouvernorat fait deux morts et 33 blessés¹⁶¹.

10 décembre 2016 : à Istanbul, devant le stade de l'équipe de football de Beşiktaş, une voiture piégée et un kamikaze explosent, faisant au moins 39 victimes, dont une trentaine de policiers. Le double attentat a été revendiqué par les TAK¹⁶².

17 décembre : à Kayseri, un attentat à la voiture piégée visant un bus transportant des militaires fait 14 tués et 56 blessés¹⁶³.

¹⁵⁵ ICG, 02/05/2017, [url](#)

¹⁵⁶ Milliyet, 05/06/2016, [url](#) ; Daily Sabah, 03/06/2016, [url](#)

¹⁵⁷ ICG, 02/05/2017, [url](#)

¹⁵⁸ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), 28/02/2017, [url](#).

¹⁵⁹ ICG, "Turkey's PKK Conflict: A Visual Explainer", m. à j. le 10/08/2021, [url](#)

¹⁶⁰ CGRA, 29/03/2018, [url](#) ; Le Monde, 01/01/2017, [url](#)

¹⁶¹ Sur cet attentat, voir aussi Le Monde, 01/01/2017, [url](#)

¹⁶² Sur ce double attentat, voir PEROUSE Jean-François, Ovipot, 18/12/2016, [url](#)

¹⁶³ CGRA, 29/03/2018, [url](#) ; sur l'attentat de Kayseri, voir aussi Le Monde, 20/12/2016, [url](#)

Pendant cette période, d'autres opérations armées sont attribuées au PKK (hors YDG-H et TAK) :

13 janvier : à Cinar (province de Diyarbakır), un attentat contre un commissariat et une résidence de la police tue un policier et cinq civils dont deux enfants ; le PKK revendique l'action et présente ses excuses pour la mort des enfants¹⁶⁴ ;

24 février : dans la province de Şırnak, près de la frontière syrienne, 12 combattants clandestins sont tués dans une frappe des forces aériennes turques ; d'après les autorités turques, 120 combattants clandestins sont tués dans cette province entre la mi-février et le 9 mars¹⁶⁵ ;

30 mai : à Silopi (province de Şırnak), une bombe explose au passage d'un véhicule militaire, faisant quatre tués civils et de nombreux blessés¹⁶⁶ ;

8 juin : à Midyat (province de Mardin), un attentat-suicide à la voiture piégée contre un bâtiment de la police fait de 15 à 30 victimes (6 tués dont 3 policiers et des dizaines de blessés selon l'AFP)¹⁶⁷ ;

30 juillet : dans la province de Hakkari, plusieurs affrontements opposent les combattants clandestins aux forces de sécurité, faisant 35 tués parmi les premiers et 8 au sein des secondes¹⁶⁸ ;

Du 15 juillet au 18 août : d'après une déclaration du président Recep Tayyip Erdoğan, 180 combattants du PKK ont été tués pendant cette période¹⁶⁹ ;

18 août : trois attentats à la bombe sont revendiqués par le PKK contre des postes de police à Van et Elazığ et un véhicule de l'armée dans la province de Bitlis¹⁷⁰ ;

26 août : à Cizre, un attentat à la bombe contre le quartier général de la police fait 11 morts et des dizaines de blessés parmi les policiers¹⁷¹ ;

12 septembre : à Van, un attentat contre le siège provincial de l'AKP fait 50 blessés¹⁷² ;

14 septembre : dans le district de Çukurca (province de Van), près de 200 combattants clandestins sont tués dans des opérations des forces de sécurité¹⁷³ ;

26 septembre : six soldats sont tués dans une attaque contre un point de contrôle près de Şırnak, quatre autres par un engin explosif en bord de route dans le district de Derik (province de Mardin)¹⁷⁴ ;

9 et 10 octobre : deux cadres de l'AKP dans les provinces de Diyarbakır et Van et un protecteur de village de la province de Şırnak sont tués par les combattants du PKK¹⁷⁵ ;

10 octobre : dans la province de Hakkari, un attentat-suicide contre un point de contrôle tue 10 soldats et 5 civils¹⁷⁶ ;

20 octobre : dans la province de Hakkari, des affrontements causent la mort de 21 combattants clandestins et deux soldats¹⁷⁷ ;

4 novembre : à Diyarbakır, l'explosion d'un minibus près d'un bâtiment de la police fait 10 morts ; l'action est attribuée au PKK par les autorités mais revendiquée par les TAK et l'EI¹⁷⁸.

10 novembre : à Derik (province de Mardin), un attentat à la bombe visant le bâtiment de la sous-préfecture fait un mort, le sous-préfet Muhammet Fatih Safitürk, et trois blessés parmi les policiers¹⁷⁹ ;

¹⁶⁴ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁶⁵ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁶⁶ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁶⁷ CGRA, 29/03/2018, [url](#) ; Le Monde et AFP, 09/06/2016, [url](#)

¹⁶⁸ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁶⁹ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁷⁰ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁷¹ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁷² CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁷³ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁷⁴ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁷⁵ CGRA, 29/03/2018, [url](#) ; Bianet, 11/10/2016, [url](#)

¹⁷⁶ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁷⁷ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁷⁸ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁷⁹ DIDR, Ofpra, 12/04/2021, [url](#)

3.4. En 2017

17 février : dans la province de Şanlıurfa, un attentat à la voiture piégée contre une résidence de la magistrature, attribué au PKK, fait 2 tués et 17 blessés¹⁸⁰ ;

Mars : d'après les autorités, plusieurs dizaines de combattants du PKK sont « neutralisés » dans l'est et le sud-est du pays¹⁸¹ ;

Avril-août : selon International Crisis Group, des affrontements « de basse intensité » se poursuivent dans l'est et le sud-est du pays¹⁸² ;

17 octobre : dans la province de Mersin (côte sud), un attentat à l'explosif fait 18 blessés, pour la plupart des policiers¹⁸³.

3.5. En 2018

Au cours de l'année 2018, les autorités turques annoncent avoir tué, blessé ou capturé 1 289 combattants du PKK¹⁸⁴.

1^{er} février : dans la province frontalière de Hakkari, 3 soldats turcs sont tués et 7 blessés par des tirs de roquettes de combattants du PKK basés de l'autre côté de la frontière irakienne¹⁸⁵.

30 mars : dans la province de Siirt, un affrontement oppose les combattants du PKK aux forces de sécurité ; un soldat et six protecteurs de village sont tués, six soldats ou protecteurs de village blessés¹⁸⁶.

4 octobre : dans la province de Batman, un attentat à l'explosif fait huit tués et deux blessés parmi les militaires¹⁸⁷.

Le conflit entre le PKK et les forces turques se déplace vers les pays voisins : de janvier à mars 2018, la Turquie mène une offensive contre le « canton » d'Afrin (nord de la Syrie) placé depuis 2012 sous l'autorité de fait du Parti de l'unité démocratique (PYD¹⁸⁸, voir 1.3), parti kurde syrien allié du PKK¹⁸⁹.

3.6. En 2019

De janvier à novembre : les affrontements entre le PKK et les forces de sécurité turques causent la mort de 343 combattants clandestins, 82 militaires et 26 civils¹⁹⁰.

12 septembre : dans le district de Kulp (province de Diyarbakır), un autobus transportant des travailleurs du ministère de l'Agriculture est touché par une bombe en bord de route, faisant 7 tués et 13 blessés ; les autorités accusent le PKK¹⁹¹.

13 décembre : la 1^{re} chambre de la Cour d'assises d'Ankara prononce l'acquittement de 19 anciens responsables politiques et militaires inculpés dans l'affaire du JITEM, unité de renseignement de la gendarmerie soupçonnée d'être à l'origine de 1 500 disparitions en garde à vue et 5 000 exécutions extra-judiciaires dans les années 1990 (voir 1.2)¹⁹².

¹⁸⁰ US Department of State, 19/09/2018, [url](#)

¹⁸¹ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁸² CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁸³ CGRA, 29/03/2018, [url](#)

¹⁸⁴ US Department of State, 01/11/2019, [url](#)

¹⁸⁵ US Department of State, 01/11/2019, [url](#)

¹⁸⁶ US Department of State, 01/11/2019, [url](#)

¹⁸⁷ US Department of State, 01/11/2019, [url](#)

¹⁸⁸ En kurde : *Partiya Yekîtiya Demokrat*.

¹⁸⁹ Council of Foreign Relations (CFR), 06/03/2019, [url](#)

¹⁹⁰ US Department of State, 24/02/2020, [url](#)

¹⁹¹ US Department of State, 24/02/2020, [url](#)

¹⁹² Roj Info, 13/12/2019, [url](#)

3.7. En 2020

De janvier au début de mai : les autorités turques annoncent avoir tué 1 389 combattants clandestins¹⁹³.

Du 15 au 22 avril : les autorités turques annoncent avoir mené des opérations dans plusieurs provinces et « neutralisé » (tué) 112 combattants clandestins, un soldat ayant été tué et 19 blessés¹⁹⁴ ; le 22 avril, le PKK annonce mener des opérations dans les provinces de Hakkari et Ağrı, causant la mort de 6 soldats¹⁹⁵.

9 juin : selon une déclaration du ministre de l'Intérieur Süleyman Soyly, il n'y a plus que 445 « terroristes du PKK » actifs en Turquie¹⁹⁶.

8 août : dans la province de Siirt, selon un communiqué du PKK, un véhicule blindé de l'armée est détruit par un engin explosif et 13 soldats tués¹⁹⁷.

11 septembre : dans le district de Çatak (province de Van), trois soldats sont tués et un blessé dans une opération contre la guérilla¹⁹⁸.

19 novembre : le ministre de l'Intérieur Süleyman Soyly déclare que le nombre des combattants clandestins en Turquie est descendu de 5 000 en 2019 à 340 en novembre 2020 et que 1 842 d'entre eux se sont rendus aux autorités en quatre ans¹⁹⁹.

3.8. En 2021

De janvier à juillet 2021 : selon International Crisis Group, le conflit fait 211 tués pendant cette période ; le rapport entre les pertes des forces de sécurité et celles de la guérilla, qui était de 1 à 2 au second semestre 2016, passe de 1 à 6 au premier semestre 2021, ce qui traduit l'efficacité croissante des tactiques des forces gouvernementales²⁰⁰.

5 février : le PKK est maintenu sur la liste des organisations terroristes établie par l'Union européenne où il est inscrit depuis 2002 (voir 1.3)²⁰¹.

22 août : dans les monts Amanos, province de Hatay (Sud), les forces gouvernementales annoncent avoir éliminé plusieurs cadres de la guérilla²⁰².

15 septembre : dans la province de Siirt, 5 combattants clandestins sont tués par un drone de l'armée turque²⁰³.

Septembre 2021 : le ministre de l'Intérieur turc Süleyman Soyly affirme que le nombre de combattants du PKK actifs en Turquie est descendu pour la première fois en-dessous de 200, passant de 5 500 combattants en 2017 à 197 au milieu de 2021. Le conflit kurde se déplace de plus en plus vers le nord de la Syrie et de l'Irak où la Turquie mène une série d'opérations militaires contre les bases du PKK et de ses alliés²⁰⁴.

¹⁹³ Hürriyet Daily News, 09/05/2020, [url](#)

¹⁹⁴ Hürriyet Daily News, 22/04/2020, [url](#)

¹⁹⁵ ANF, 22/04/2020, [url](#)

¹⁹⁶ Anadolu Ajansi, 09/06/2020, [url](#)

¹⁹⁷ ANF, 09/08/2020, [url](#)

¹⁹⁸ TRT, 11/09/2020, [url](#)

¹⁹⁹ TRT, 19/11/2020, [url](#)

²⁰⁰ ICG, "Turkey's PKK Conflict: A Visual Explainer", m. à j. le 10/08/2021, [url](#)

²⁰¹ Conseil de l'Union européenne, 05/02/2021, [url](#)

²⁰² Hürriyet Daily News, 21/09/2020, [url](#)

²⁰³ Anadolu Ajansi, 19/09/2021, [url](#)

²⁰⁴ Daily Sabah, 19/09/2021, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en septembre 2021.

Documents OFPRA

DIDR, « Turquie : Les Kurdes », Ofpra, 07/06/2021,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2106_tur_kurdes_151775_web.pdf

DIDR, « Turquie : Parti de la femme libre du Kurdistan (PAJK) », Ofpra, 10/05/2021,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2105_tur_pajk_152419_web.pdf

DIDR, « Turquie : Missions et attributions du sous-préfet (kaymakam) », Ofpra, 12/04/2021,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2104_tur_sous-prefet_152017_web_0.pdf

DIDR, « Turquie : La municipalité de Tutak (province d' Ağrı) de 2014 à 2020 », Ofpra, 01/12/2020,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2012_tur_municipalite_de_tutak_web.pdf

DIDR, « Turquie : Situation sécuritaire dans le district de Varto (province de Muş) entre 2010 et 2015 (Notamment dans les zones rurales) », Ofpra, 23/03/2020,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2003_tur_situation_securitaire_varto_2010-2015.pdf

DIDR, « Syrie : Situation à Kobané (Aïn al-Arab) de 2014 à 2019 », Ofpra, 02/03/2020,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/2003_syr_kobane_2014-2019.pdf

DIDR, « Turquie : Situation sécuritaire dans la province de Şırnak entre 2011 et 2019 », Ofpra, 27/08/2019,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/1908_tur_situation_securitaire_sirnak_2011-2019.pdf

DIDR, « Turquie : les commissions et comités de village », Ofpra, 18/10/2017,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/63_tur_commissions_de_village.pdf

DIDR, « Turquie : service militaire et situation des appelés d'origine kurde », Ofpra, 12/10/2017,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/64_tur_service_militaire.pdf

DIDR, « Irak : Les camps de réfugiés kurdes de Turquie au Kurdistan irakien » Ofpra, 10/02/2016,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/8_didr_irak_les_camps_de_refugies_kurdes_de_turquie_au_kurdistan_irakien_ofpra_10022016.pdf

Organisation intergouvernementale

Conseil de l'Union européenne, « Règlement d'exécution (UE) 2021/138 du Conseil du 5 février 2021 mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) no 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2020/1128 », 05/02/2021,

https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=uriserv%3AOJ.L_.2021.043.01.0001.01.FRA&toc=OJ%3AL%3A2021%3A043%3ATOC

Commission européenne, « Turkey 2020 Report [SWD(2020) 355 final] », 06/10/2020,

https://www.ecoi.net/en/file/local/2038780/turkey_report_2020.pdf

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Report on the human rights situation in South-East Turkey, July 2015 to December 2016 », 28/02/2017,

<https://reliefweb.int/report/turkey/report-human-rights-situation-south-east-turkey-july-2015-december-2016>

Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), « Violations dans le sud-est de la Turquie », 10/05/2016,

<https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/ViolationsdanslesudestdelaTurquie.aspx>

HEZER Hüseyin, « Turquie », dans : Pascal Dourneau-Josette éd., « Quel filtrage des requêtes par la Cour européenne des droits de l'homme ? », Conseil de l'Europe, 2011,

<https://www.cairn.info/quel-filtrage-des-requetes-par-la-cour-europeenne--9789287170286-page-511.htm>

Institutions nationales

United States Department of State, "Country Reports on Terrorism 2017 - Foreign Terrorist Organizations: Kurdistan Workers' Party", 19/09/2018,

<https://www.refworld.org/docid/5bcf1f364.html>

Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA, Belgique), « Turquie : Situation sécuritaire : 14 septembre 2017 – 29 mars 2018 », 29/03/2018,

https://www.ecoi.net/en/file/local/1429967/1788_1524132237_2903.pdf

TAUCHER Wolfgang et al., « The Kurds – History, religion, language, politics », Ministère fédéral de l'Intérieur (Autriche), 11/2015,

https://www.ecoi.net/en/file/local/1262738/90_1447760239_bfa-regiones-et-res-publicae-the-kurds-2015.pdf

United States Department of State, "Country Report on Terrorism 2009 - Chapter 2 – Turkey", 05/08/2010,

<https://www.ecoi.net/en/document/1061527.html>

United States Department of State, "Country Reports on Terrorism 2008 – Turkey", 30/04/2009,

<https://www.refworld.org/docid/49fac69dc.html>

United States Department of State, "Country Reports on Terrorism 2007 – Turkey", 30/04/2008,

<https://www.refworld.org/docid/48196cbac.html>

United States Department of State, "U.S. Department of State Country Reports on Terrorism 2006 – Turkey", 30/04/2007,

<https://www.refworld.org/docid/4681086c2.html>

United States Department of State, "Country Reports on Terrorism 2007 – Turkey", 28/04/2006,

<https://www.refworld.org/docid/46810830c.html>

Commission des recours des réfugiés (CNDA), « Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) nommé KADEK depuis avril 2002 », 02/12/2002,

http://www.commission-refugies.fr/IMG/pdf/Turquie-le_Parti_des_travailleurs_du_Kurdistan-PKK.pdf

US Department of State, "Executive Order 13224 - Bureau of Counterterrorism", s.d.,

<https://www.state.gov/executive-order-13224/>

Organisations non gouvernementales

Human Rights Watch, « World Report 2017 – Turkey », 12/01/2017

<https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/turkey>

Human Rights Watch, « Turkey: State Blocks Probes of Southeast Killings », 11/07/2016,

<https://www.hrw.org/news/2016/07/11/turkey-state-blocks-probes-southeast-killings>

Human Rights Watch, "World Report 2015: Turkey", 29/01/2015,
<https://www.hrw.org/world-report/2015/country-chapters/turkey>

Human Rights Watch, « Last chance for Turkey's displaced? » 04/10/2004,
<https://www.hrw.org/legacy/backgrounder/eca/turkey/2004/10/100404turkey.pdf>

Ouvrages

GROJEAN Olivier, « 1. Le PKK et le conflit kurde en Turquie », dans : « La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie », sous la direction de GROJEAN Olivier, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2017, p. 23-55,
<https://www.cairn.info/la-revolution-kurde--9782707188472-page-23.htm>

GROJEAN Olivier, « 2. Du marxisme-léninisme à l'utopie communaliste », dans : « La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie », sous la direction de GROJEAN Olivier, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2017, p. 57-87,
<https://www.cairn.info/la-revolution-kurde--9782707188472-page-57.htm>

GOURISSE Benjamin, « La violence politique en Turquie. L'État en jeu (1975-1980) », Karthala, 2014,
<https://journals.openedition.org/lectures/16354>

KAYA Sümbül, COPEAUX Étienne, « "Les martyrs ne meurent pas" : Les obsèques des combattants, images de la Turquie en guerre » in « Autour des morts de guerre », Maghreb - Moyen-Orient, Éditions de la Sorbonne, 2013
<https://books.openedition.org/psorbonne/847?lang=fr#ftn11>

Think tanks, universités et centres de recherches

International Crisis Group (ICG), "Turkey's PKK Conflict: A Visual Explainer", m. à j. le 10/08/2021,
<https://www.crisisgroup.org/content/turkeys-pkk-conflict-visual-explainer>

Council of Foreign Relations (CFR), "Conflict Between Turkey and Armed Kurdish Groups", 06/03/2019,
<https://www.cfr.org/global-conflict-tracker/conflict/conflict-between-turkey-and-armed-kurdish-groups>

SCALBERT-YÜCEL Clémence, « Guerre, état d'urgence, droits culturels et linguistiques kurdes bafoués. Retour sur le pluralisme selon l'AKP », Mouvements, 2017/2,
<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2017-2-page-101.htm>

International Crisis Group (ICG), "Managing Turkey's PKK Conflict: The Case of Nusaybin", 02/05/2017
https://www.ecoi.net/en/file/local/1399226/1226_1493890323_243-managing-turkey-s-pkk-conflict-the-case-of-nusaybin.pdf

International Crisis Group (ICG), "Turkey's PKK Conflict Veers onto a More Violent Path", 10/11/2016
<https://www.ecoi.net/en/document/1041813.html>

OZEREN Suleyman et al., "Whom do they Recruit?: Profiling and Recruitment in the PKK/KCK", Studies in Conflicts and Terrorism, 03/2014,
https://www.researchgate.net/publication/263242592_Whom_do_they_Recruit_Profiling_and_Recruitment_in_the_PKKKCK

GURCAN Metin, "The Kurdistan Freedom Falcons: A Profile of the Arm's-Length Proxy of the Kurdistan Workers' Party", Combating Terrorism Center, 07/2016
<https://ctc.usma.edu/the-kurdistan-freedom-falcons-a-profile-of-the-arms-length-proxy-of-the-kurdistan-workers-party/>

CHABRE Théotime, « Du séparatisme au "confédéralisme démocratique" : évolution des revendications du PKK de 1978 à aujourd'hui », Les Clés du Moyen-Orient, 06/08/2015,
<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Du-separatisme-au-confederalisme.html>

CHABRE Théotime, « De "l'ouverture kurde" au "processus de résolution". Chronologie de la question kurde en Turquie 2009-2014 », 13/04/2015,
<https://ovipot.hypotheses.org/11111>

PEROUSE Jean-François, « Principaux attentats survenus depuis le 7 juin 2015 en Turquie » in « Les attentats meurtriers du 10 décembre 2016 au stade de Beşiktaş. Une étape supplémentaire dans la fragmentation douloureuse de la mémoire collective », Ovipot, 18/12/2016,
<https://ovipot.hypotheses.org/14601>

International Crisis Group (ICG), "Turkey and the PKK: Saving the Peace Process", 06/11/2014,
<http://www.crisisgroup.org/en/regions/europe/turkey-cyprus/turkey/234-turkey-and-the-pkk-saving-the-peace-process.aspx>

GROJEAN Olivier, « Un champ d'action régionalisé ? Le PKK et ses organisations sœurs au Moyen-Orient », CERI-Sciences Po, 04/2014,
<https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/un-champ-d-action-regionalise-le-pkk-et-ses-organisations-soeurs-au-moyen-orient.html>

ÖZCAN Yilmaz, « La question kurde en Turquie : retour aux années 1990 ? », Confluences Méditerranée, 2013/1 (N° 84), p. 159-171.
<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2013-1-page-159.htm>

MARCOU Jean, « La Turquie juge les putschistes de 1980 », 08/04/2012,
<https://ovipot.hypotheses.org/7176>

MARCOU Jean, « Les prochaines échéances de l'ouverture kurde », Ovipot, 09/11/2019,
<https://ovipot.hypotheses.org/1020>

BOULANGER Philippe, « La question kurde en Turquie. Fin de la trêve ? », Commentaire, 2005/4
<https://www.cairn.info/revue-commentaire-2005-4-page-877.htm>

DORRONSORO Gilles, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », European Journal of Turkish Studies, 2004,
<https://journals.openedition.org/ejts/198>

Global Initiative against Transnational Organized Crime, "The Global Initiative Network - Dr Suleyman Ozeren", s.d.,
<https://globalinitiative.net/profile/suleyman-ozeren/>

Medias

Anadolu Ajansi, « Turquie : 5 terroristes du PKK neutralisés dans l'est du pays », 19/09/2021,
<https://www.aa.com.tr/fr/turquie/turquie-5-terroristes-du-pkk-neutralis%C3%A9s-dans-lest-du-pays-/2368773>

Daily Sabah, « Number of terrorists in Turkey drops below 200: Minister Soyly », 19/09/2021,
<https://www.dailysabah.com/politics/war-on-terror/number-of-terrorists-in-turkey-drops-below-200-minister-soyly>

TRT, « Le nombre de terroristes dans le pays est descendu à moins de 340 », 19/11/2020,
<https://www.trt.net.tr/francais/turquie/2020/11/19/le-nombre-de-terroristes-dans-le-pays-est-descendu-a-moins-de-340-1530776>

Hürriyet Daily News, "Wanted terrorists among 'neutralized' in Turkey" 21/09/2020,
<https://www.hurriyetaidailynews.com/wanted-terrorists-among-neutralized-in-turkey-158447>

TRT, « Turquie : 3 soldats tombent en martyr et un autre est blessé dans un affrontement à Van », 11/09/2020,

<https://www.trt.net.tr/francais/turquie/2020/09/11/turquie-3-soldats-tombent-en-martyr-et-un-autre-est-blesse-dans-un-affrontement-a-van-1489126>

ANF, "HPG: 34 Turkish soldiers killed in Heftanin and Siirt", 09/08/2020,

<https://anfenglishmobile.com/kurdistan/hpg-34-turkish-soldiers-killed-in-heftanin-and-siirt-45849>

Anadolu Ajansi, « Plus que 445 terroristes du PKK en Turquie », 09/06/2020,

<https://www.aa.com.tr/fr/turquie/plus-que-445-terroristes-du-pkk-en-turquie-1870253>

Bianet, "Court of Cassation Upholds Prison Sentence of Former HDP Deputy Co-Chair Tuğluk", 25/02/2020,

<https://bianet.org/english/politics/220564-court-of-cassation-upholds-prison-sentence-of-former-hdp-deputy-co-chair-tugluk>

Roj Info, « Ankara : Le procès du JITEM se solde par des acquittements », 13/12/2019,

<https://rojinfo.com/ankara-le-proces-du-jitem-se-solde-par-des-acquittements/>

TRT World, "A timeline of the PKK's war on Turkey: 1974-2019", 16/10/2019,

<https://www.trtworld.com/magazine/a-timeline-of-the-pkk-s-war-on-turkey-1974-2019-30618>

L'Orient-Le Jour, « Il y a 20 ans, la capture du chef kurde Abdullah Öcalan », 15/02/2019,

<https://www.lorientlejour.com/article/1157210/il-y-a-20-ans-la-capture-du-chef-kurde-abdullah-ocalan.html>

Le Monde, « Un groupe radical kurde revendique l'attentat contre des soldats à Kayseri, en Turquie », 20/12/2016,

https://www.lemonde.fr/international/article/2016/12/20/un-groupe-radical-kurde-revendique-l-attentat-contre-des-soldats-a-kayseri-en-turquie_5052074_3210.html

Bianet, « HPG Claims Responsibility For AKP Politician Aktert's Murder », 11/10/2016, <https://bianet.org/english/human-rights/179522-hpg-claims-responsibility-for-akp-politician-aktert-s-murder>

ANDLAUER Anne, « A Gaziantep, l'attentat était malheureusement prévisible », Le Temps, 22/08/2016,

<https://www.letemps.ch/monde/gaziantep-lattentat-etait-malheureusement-previsible>

Le Monde et AFP, « Turquie : le PKK revendique l'attentat à la voiture piégée de Midyat », 09/06/2016,

https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/06/09/turquie-le-pkk-revendique-l-attentat-a-la-voiture-piegee-de-midyat_4944779_3218.html

Milliyet, "Nusaybin'de komando marşı yankılandı", 05/06/2016

<http://www.milliyet.com.tr/nusaybin-de-komando-marsi-gundem-2257446/>

Daily Sabah, "Anti-terror ops in Turkey's s.east Nusaybin, Şırnak completed", 03/06/2016

<https://www.dailysabah.com/war-on-terror/2016/06/03/anti-terror-ops-in-turkeys-seast-nusaybin-sirnak-completed>

Anadolu Ajansi, "PKK's organization game", 18/03/2016,

<https://www.aa.com.tr/en/todays-headlines/pkks-organization-game/539390>

Hürriyet Daily News, "Another Turkish soldier killed, as army blames PKK", 29/10/2014,

<http://www.hurriyetaidailynews.com/another-turkish-soldier-killed-as-army-blames-pkk-7364729/10/2014>

Kurdistan au Féminin, « Mahsum Korkmaz (Agit) : l'esprit du 15 août », 14/08/2014,

<https://kurdistan-au-feminin.fr/2018/08/14/mahsum-korkmaz-agit-lesprit-du-15-aout/>

Bianet, "Retired Colonel Temizöz Detained Pending Trial", 21/09/2010,
<https://bianet.org/english/human-rights/124917-retired-colonel-temizoz-detained-pending-trial>

La Dépêche, « Turquie: 5 morts dans un attentat à Istanbul revendiqué par un groupe Kurde », 22/06/2010,
<https://www.ladepeche.fr/article/2010/06/22/859831-turquie-5-morts-attentat-istanbul-revendique-groupe-kurde.html>

L'Obs, « Turquie : la menace PKK depuis 1984 », 22/10/2007,
<https://www.nouvelobs.com/monde/20071022.OBS0969/turquie-la-menace-pkk-depuis-1984.html>

Le Monde, « En Turquie, un attentat dans la station touristique de Kusadasi fait 5 morts », 18/07/2005,
https://www.lemonde.fr/europe/article/2005/07/18/en-turquie-un-attentat-dans-la-station-touristique-de-kusadasi-fait-5-morts_673364_3214.html

Le Monde, « Turquie : Les provinces du Sud-Est seront soumises à une nouvelle forme d'état d'urgence », 19/07/1987,
https://www.lemonde.fr/archives/article/1987/07/19/turquie-les-provinces-du-sud-est-seront-soumises-a-une-nouvelle-forme-d-etat-d-urgence_4050795_1819218.html

Autres

Institut kurde de Paris, « La situation au Kurdistan de Turquie », 11/1992,
https://www.institutkurde.org/publications/bulletins/pdf/speciaux/nsp_turquie.pdf